



**LA DIFFUSION SPATIALE DE L'INNOVATION
DU CENTRE CIDAP EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT
LOCAL DANS LA PREFECTURE DE DOUFELGOU AU TOGOⁱ**

Aguey Kpati Komlanⁱⁱ

PhD,

Université de Kara,

Togo

Résumé :

Le Togo a opté pour le développement local comme stratégie permettant d'apporter une meilleure réponse aux enjeux de développement des populations des collectivités locales. Cette orientation des politiques publiques semble être une nouveauté dans les stratégies de développement mises en œuvre dans ce pays de l'Afrique de l'Ouest. Les modèles proposés sont plutôt exogènes, aux antipodes de la définition même du développement local. N'existait-il pas d'initiatives inspirantes et transférables dans diverses collectivités locales? C'est l'objet principal de cet article qui met en exergue l'initiative du centre CIDAP créé en 1984, pour sauvegarder les savoirs endogènes des peuples Nawda à partir du canton de Baga. Une analyse de leurs effets, quatre décennies après le début des interventions, montre leur diffusion spatiale dans les 14 cantons de la préfecture de Doufelgou, bien au-delà des objectifs initiaux des promoteurs. Elle pourrait inspirer la dynamique de développement territorial dans d'autres collectivités.

Mots clés : développement local, innovation, savoirs endogènes, territoire

Abstract:

Togo has opted for local development as a strategy to provide a better response to the development challenges of the populations of local communities. This strategy seems to be a novelty in the development strategies implemented in this West African country. The models proposed are rather exogenous, at odds with the very definition of local development. Were there not inspiring and transferable initiatives in various local communities? This is the main object of this article, which highlights the initiative of the CIDAP center, created in 1984, to safeguard the endogenous knowledge of the Nawda peoples from the canton of Baga. An analysis of their effects, four decades after the start of the interventions, shows their spatial diffusion in the 14 cantons of the prefecture of

ⁱ THE SPATIAL DISSEMINATION OF THE INNOVATION OF THE CIDAP CENTER IN LOCAL DEVELOPMENT IN THE PREFECTURE OF DOUFELGOU IN TOGO

ⁱⁱ Correspondence: email kaguey@gmail.com

Doufelgou, well beyond the initial objectives of the promoters. It could inspire the dynamics of territorial development in other communities.

Keywords: local development, innovation, endogenous knowledges, territory

1. Introduction

Le Togo, dans son processus de développement actuel, a opté pour un changement drastique de paradigme pour répondre aux défis et enjeux de sa population. Tirant leçons des expériences récentes en matière de planification du développement, le pays a opté pour la transformation structurelle de son économie togolaise par la mise en place de pôles de compétitivité basés sur des savoir-faire locaux. Cette stratégie, inspirée des approches de polarisation en développement régional, mise sur le levier de l'innovation pour impulser le processus (Proulx, 2019). Les collectivités territoriales, les centres de formation, les milieux universitaires et de recherche auront un rôle majeur à y jouer. Plusieurs acteurs sont fortement impliqués pour la valorisation des atouts humain, naturel, géographique, socio-culturel, de la région concernée afin de réaliser un développement inclusif, harmonieux et durable, respectueux des stratégies et politiques de développement établies. La démarche méthodologique utilisée dans le processus de formulation de cette stratégie repose sur trois postulats :

- l'alignement de l'approche sur les stratégies et politiques sectorielles du Togo ainsi que les lignes directrices des institutions internationales;
- les diagnostics réalisés au niveau macroéconomique;
- le positionnement stratégique de certaines multinationales dans le développement de filières destinées à l'exportation.

La phase pilote de cette stratégie débutera dans la région de la Kara, région située dans la partie septentrionale du pays.

Paradoxalement, la stratégie adoptée ne fait pas cas du relèvement des enjeux environnementaux, indispensables à la survie de plusieurs communautés, surtout celles considérées comme les plus pauvres. Les avantages offerts par la nature à travers les services écosystémiques sont occultés dans cette nouvelle stratégie de développement. Les acteurs locaux, impliquant les unités de production de type familial, les centres de formation agro-technologiques existants, les unités de recherche devant stimuler l'innovation et la compétitivité n'y sont intégrés que de façon parcellaire.

Eu égard à ces enjeux, la question fondamentale a trait à la manière dont ce processus de développement sera conduit et, quels pourraient être ces conditions de succès. Sur quels modèles ou approches en développement régional ont-ils été réellement formulés? Comment les leçons des stratégies de développement passées du Togo ont-elles été prises en compte? Enfin, comment vont être formulés les plans et programmes de développement local au niveau des collectivités décentralisées afin de contribuer à la réalisation des orientations du Plan National de Développement et à l'atteinte des objectifs de développement durable? Ces questions demeurent cruciales car la gestion

centralisée du processus de développement n'avait pas permis d'identifier ou de relever au niveau national des modèles reproductibles qui pourraient inspirer les programmes et politiques tant au niveau local que national. On semble être en face d'une *terra incognita*.

Pourtant, certaines approches ont été testées au niveau local et peuvent inspirer la formulation des programmes et plans de développement. Parmi ces modèles, on peut retenir celui développé autour du Centre International de Développement Agro-Pastoral (CIDAP) dans le canton de Baga, situé dans la préfecture de Doufelgou. En effet, depuis 1984, le canton de Baga ainsi que certains cantons voisins ont entamé un long processus de transformation structurelle de leur communauté en misant sur le développement de l'agro-écologie. Le modèle promu par le CIDAP a eu du rayonnement dans la localité et fait l'objet d'attention de la part des décideurs publics depuis quelques années. On y retrouve la combinaison entre la recherche-action, la formation, la production et les secteurs sociaux en vue de la création de richesse. Le paradigme ne semble donc pas être nouveau pour la région de la Kara. Il mérite donc d'être revisité pour l'appréhender et extirper les éléments structurels pour le développement. La présente recherche s'est donc appuyée, à travers la stratégie de l'étude de cas, sur l'approche du CIDAP. La revue de littérature, l'observation du patrimoine induit, les entretiens semi-dirigés et les enquêtes par questionnaire ont permis de l'appréhender. Ces méthodes de collecte s'inscrivent dans une approche inductive qui, a permis l'obtention des résultats ci-dessous présentés, après les fondements théoriques et la méthodologie de recherche.

2. Les fondements théoriques du développement local et territorial

L'appréhension des enjeux liés au développement local nécessite la clarification du concept pour éviter les multiples interprétations qui lui sont conférées. Pecqueur (2008) précisait déjà que le développement local se retrouvait au centre des discours de politiques publiques dans les pays africains. Il est couplé au processus de décentralisation, mais avec des pratiques parfois floues et loin de ses visées. Houée (2001) l'appréhende comme une volonté politique d'acteurs territoriaux, décidés à travers des efforts conjoints et en concertation avec les différents niveaux décisionnels, à construire un projet d'avenir collectif pour un espace géographique donné. Le développement local est avant tout un processus impliquant des réformes politico-administratives et mobilisant des acteurs circonscrits dans un espace géographique infra-national mais liés par un désir commun de changement de leur milieu de vie. Il est un mouvement de changement incluant plusieurs étapes qui fait passer un territoire avec des réalités économiques, sociales et institutionnelles propres d'un état à un autre (Teisserenc, 1994). Il engage des effets structurants à court, moyen et long termes.

Il s'agit également de contrer les effets pervers du marché, de donner une réponse à certaines urgences locales, de freiner des crises récurrentes (Tremblay et Fortan, 1994). Les défis deviennent donc plus grands et plus immenses pour les nouvelles collectivités au sud du Sahara. Ils ont trait à l'amélioration de la productivité dans des milieux à forte

vocation rurale. Ils concernent la capacité de stimuler l'innovation dans un contexte où la recherche n'est pas financée. Ils misent sur une captation des flux financiers générés par l'économie informelle ou solidaire. Ils doivent relever les nouvelles dynamiques relationnelles nord-sud, urbains-ruraux sans tomber dans de nouvelles formes d'institutionnalisations de la dépendance. Le développement local est synonyme d'autonomie et de responsabilisation.

Pour plusieurs collectivités territoriales, la voie de l'autonomie passe dans ces conditions par l'innovation. L'innovation n'y est plus perçue dans une logique schumpétérienne c'est-à-dire comme un modèle linéaire partant de la recherche et développement, des expérimentations diverses puis de la vulgarisation et de la commercialisation sur le marché. Elle est plutôt perçue comme un processus itératif entre savoir-faire et savoirs pour améliorer la dynamique de développement. Les savoirs sont soutenus et mis en application à travers les politiques publiques tandis que les savoir-faire locaux sont conceptualisés pour être transformés en savoirs pour suivre le même processus. L'innovation est aujourd'hui pour les collectivités locales un processus transformationnel du territoire par l'apprentissage collectif, le *learning-by-doing* pour répondre à un certain nombre de problèmes locaux de plus en plus complexes (Proulx, 2019). Son intégration dans le processus spatial des collectivités territoriales, a fait émerger le concept de développement territorial au lieu de développement local, le territoire devenant une source dynamique de génération de savoirs et de constructions collectives. Ces clarifications permettent dès lors de mieux appréhender la dynamique territoriale impulsée par le centre CIDAP de Baga.

3. Le cadre de la recherche

Le cas étudié porte sur le modèle de développement du canton de Baga et des cantons environnants, impulsé par le dynamisme du CIDAP. Il est formé de 6 villages et a pour chef-lieu Samaragou où est situé le CIDAP. Sa superficie totale est de 69 km² pour une population de 6 463 hbts (RGPH 4, 2010), soit 8% de la préfecture de Doufelgou. Il a une densité de 94 hbts/km² et fait partie des 3 cantons urbanisés de la préfecture avec Koka et Niamtougou.

Le canton de Baga fait partie des 14 cantons de la préfecture de Doufelgou. Il est limité au nord par les cantons de Défalé et de Kpaha, à l'ouest par le canton d'Aloum, au sud par les cantons de Niamtougou et de Koka et à l'est par le canton de Tenega (figure 1).

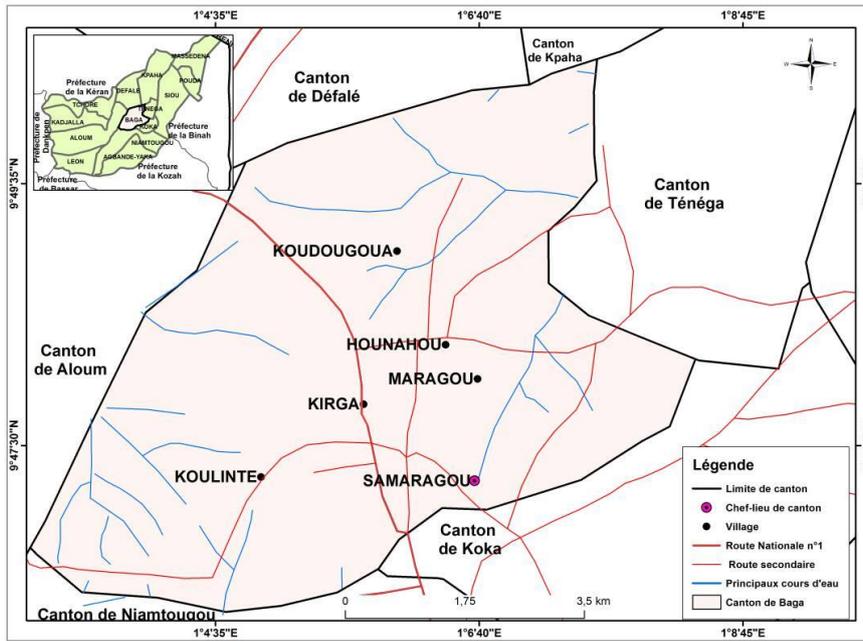


Figure 1: Situation géographique du canton de Baga (Générée à partir des données géoréférencées collectées)

Le canton d’Aloum, limitrophe du canton de Baga, fait partie des 4 cantons retenus dans la zone géographique délimitée dans la préfecture de Doufelgou pour la mise en place de la stratégie de développement basée sur les pôles de développement agricoles ou agropôles. Les autres sont Tchore, Kadjalla et Léon. Ils sont tous situés à l’ouest du canton de Baga (figure 2).

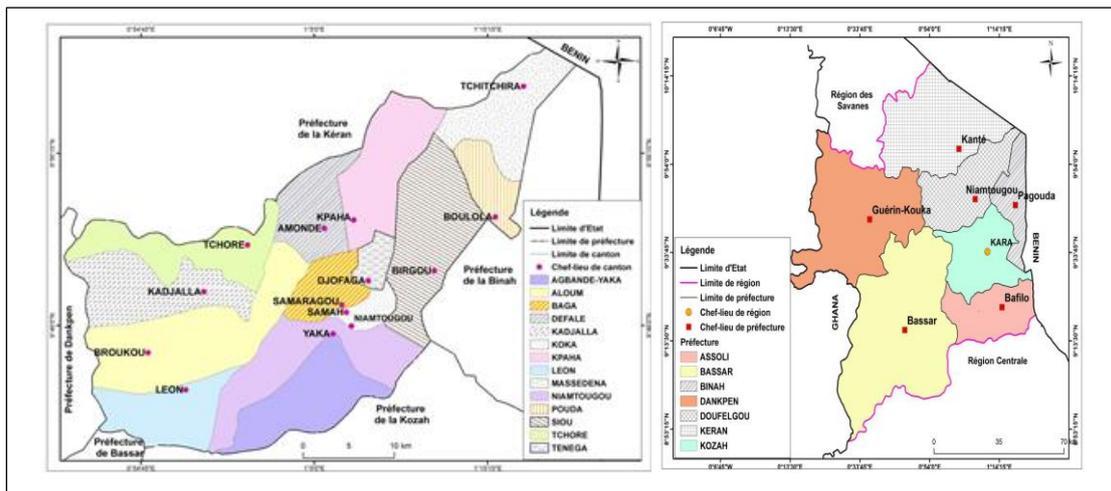


Figure 2 : La préfecture de Doufelgou et ses cantons (Générée à partir des données géoréférencées collectées)

Au niveau du climat, la préfecture de Doufelgou jouit d’un climat tropical de type soudanien à régime unimodal qui se caractérise par une seule grande saison pluvieuse et une grande saison sèche. Les pluies s’étendent de mai à octobre avec un maximum en

août. Les précipitations annuelles varient entre 1200 et 1400 mm avec une température moyenne annuelle de 28 °C. La saison sèche dure de novembre à avril.

Sur le plan de la géomorphologie, la préfecture est traversée par la chaîne de l'Atakora qui y prend le nom de monts Défalé, avec des altitudes comprises entre 400 et 800 mètres. La majorité des roches relevées sont des quartzites de couleur blanche. Les sols y sont surtout ferrugineux avec des dépressions argileuses et ferrallitiques (Wala, 2005). Du fait de la rigidité des sols ferrallitiques, les sols ferrugineux sont plus prisés par les agriculteurs pour leur fertilité et propice à la culture du maïs ou du sorgho (Lamouroux, 1956). La couverture végétale est caractérisée par des savanes et des forêts claires. À cette végétation, il faut ajouter les formations anthropiques formées de néré et de palmeraies. C'est ce cadre naturel qui a fait l'objet des interventions du CIDAP au cours de ces trois dernières décennies.

Il est important aussi de préciser la dynamique socioéconomique du canton de Baga et de ses zones limitrophes. Les données disponibles montrent que la zone administrative de la préfecture de Doufelgou a toujours été occupée par les Nawdéba présents entre les monts Kabyè et la chaîne de Défalé. La partie haute de la préfecture caractérisée par les monts et vallées Défalé et le début de la plaine de l'Oti, a toujours été occupée par les Lamba, peuple assimilé au groupe kabyè-tem. Les présences de ces peuples dans cette zone géographique remontent au-delà du 12^{ème} siècle (Gayibor et al., 2013). Depuis cette époque, les principales activités économiques sont l'agriculture avec la culture du sorgho, du maïs, de l'igname, du haricot et autres, l'élevage des caprins, des ovins et des volailles et, l'artisanat avec la poterie, la fabrication du savon et la vannerie.

La particularité de cette région a également été les vagues successives d'émigration constatées à cause de la pauvreté des sols. Gayibor et al (2013), précisent pour les Lamba que « leur activité principale est une agriculture de montagne intensive, qui n'a pas empêché un courant d'émigration particulièrement intense vers les campagnes du Centre et du Sud-Ouest », puis pour les Nawdéba, que « vivant nombreux sur de sols médiocres, ils émigrent, tout comme les Kabyè, vers le Centre et la Région des Plateaux. » La dynamique démographique était plutôt orientée vers l'émigration avec surtout le départ massif des bras valides vers terres plus propices. Cet appauvrissement serait aux méthodes d'utilisation de ces sols.

Déjà en 1956, de part ses observations des techniques culturales traditionnelles en pays nawda et dans les zones montagneuses du nord Togo, Lamouroux (1956) relèvait déjà un processus d'appauvrissement graduel du sol. Les techniques culturales appauvrissent le sol en moins de trois ans et les exploitants sont obligés de les abandonner pour cinq années au moins.

Cette situation s'est accentuée avec la pression démographique et l'échec des politiques publiques de développement au début des années 1980. C'est cette situation de pauvreté structurelle et de dévitalisation du pays Nawda qui a poussé les promoteurs du Centre International de Développement Agricole, à tenter d'inverser la tendance au milieu des années 1980. Pour les promoteurs, il fallait transformer la pauvreté en richesse, créer les conditions nécessaires pour limiter l'exode rural des jeunes et leur permettre de

jouer leur rôle de moteur du développement. Il fallait veiller à la conservation de la civilisation agraire caractérisée par l'autosuffisance alimentaire et le bien-être collectif.

4. Méthodologie

L'appréhension de la dynamique de diffusion spatiale de l'innovation du Centre CIDAP en matière de développement local, a nécessité l'utilisation d'une approche inductive pour garantir la meilleure appréhension possible de cette stratégie mal documentée au niveau national (Quivy, Van Campenhout, 1995; Grawitz, 2001). La recherche scientifique sur cette problématique a été peu documentée dans le pays en ce qui concerne les publications qui y sont liées, d'où le choix de cette approche. C'est pourquoi, la stratégie de l'étude de cas, c'est-à-dire une analyse basée sur le cas des collectivités territoriales au Togo, a été utilisée (Hlady-Rispal, 2003).

La démarche s'est donc faite en 5 étapes : la revue documentaire et la confirmation de l'intérêt pour la problématique, l'analyse des informations et la production des outils de collecte permettant aux 28 personnes mobilisées de couvrir la préfecture de Doufelgou, la collecte puis l'analyse des informations et enfin la présentation des résultats dans le cadre de cet article.

Tableau 1 : Répartition du nombre de questionnaire par canton

Canton	Masculin	Féminin	Total
Baga	188	212	400
Niamtougou	19	20	39
Koka	10	12	22
Tenega	10	12	22
Defale	18	20	38
Kpaha	9	10	19
Alloum	24	26	50
Agbande-Yaka	18	21	39
Leon	8	10	18
Kadjalla	21	23	44
Tchore	10	11	21
Siou	25	29	54
Pouda	8	9	17
Massedena	8	8	16
Totaux	376	423	799

Source : Auteur.

L'échantillonnage retenu pour cette collecte de données a été proportionnel à la taille de population et a permis de couvrir les 65 villages des 14 cantons de la préfecture de Doufelgou en juin 2018. Le tableau 1 représente la répartition des questionnaires par commune et par région pour les 28 agents de collecte mobilisés dans le cadre de cette collecte. Les questionnaires ont été administrés aux habitants de ces villages et ont essentiellement sur leurs relations avec le Centre CIDAP. Il s'agissait d'appréhender les effets des savoirs diffusés par le CIDAP sur ces populations. Par ailleurs, l'équipe

d'enquête a procédé à un géoréférencement des infrastructures socioéconomiques afin de mesurer au niveau spatial les effets des interventions du CIDAP. Enfin, des entrevues semi-dirigées avec les responsables préfectoraux, les responsables du CIDAP et les chefs cantons ont permis également de mieux situer la vision des promoteurs du CIDAP et leur apport à la dynamique locale de développement.

Les informations recueillies auprès de ces différentes sources ont fait l'objet d'un traitement avec les logiciels de base utilisés en statistique descriptive et permis d'extraire les informations nécessaires présentées dans le cadre de cet article. Les résultats sont ci-après présentés dans les lignes ci-après.

4. Résultats

4.1 La stratégie d'intervention

Les résultats des politiques de développement au Togo et les programmes d'ajustement structurel ont connu des résultats mitigés dans les années 1970 à 1980. La déstructuration des systèmes productifs locaux a contribué à accentuer l'exode rural et la pauvreté de ces milieux ruraux. Pour les promoteurs du CIDAP, il fallait inverser cette dynamique et redonner espoir aux masses rurales. Malgré les difficultés et le contexte de l'époque, il s'agissait pour eux de réaliser une mission salvatrice pour les masses paysannes marginalisées par le processus de développement. La vision ancrée du modèle expérimenté par le couple est basée sur ce constat de paupérisation mais également dans une foi inébranlable orientée par les valeurs ancestrales. La mise en place du CIDAP et du modèle induit était basée sur la volonté de développer une agriculture traditionnelle, source d'autosuffisance alimentaire et de bien-être basée sur des savoirs endogènes. La solidarité et la détermination devaient en être les moteurs. Cette vision est traduite par la phrase suivante « tous au travail pour le développement de tout l'Homme et de tout Homme. » Cette vision s'est matérialisée à travers trois axes :

- la puissance qui se traduit comme l'engagement dans le processus d'auto-promotion des populations rurales;
- l'esprit qui est synonyme de la formation à l'agro-pastoral et aux techniques d'animation en milieu rural;
- le sens qui signifie l'acquisition d'un savoir-faire et d'un savoir-être indispensables au mieux-être.

Ces dimensions proviennent du *Kpaturu* qui est un élément de la culture Nawda et qui traduit une vie libérée de toute contrainte. Il est synonyme de quête du bien-être à travers les éléments précités et en se basant sur la solidarité (Koudina, 1998). Les questions de l'organisation endogène, de la coresponsabilité et de l'autogestion sont incontournables pour la réussite des *Kpaturu*.

Pour relever les défis de la rareté des sols fertiles, de la mauvaise production et de l'insuffisance alimentaire, les promoteurs du CIDAP avec l'appui technique d'experts divers et financier de réseaux de solidarité mondiale ont soutenu quatre domaines complémentaires dont les résultats sont source d'inspiration pour d'autres régions.

A. L'agro-écologie et la permaculture pour l'autonomie de l'économie locale

L'agriculture écologique ou agro-écologie est une agriculture durable qui vise à préserver et en rétablir l'équilibre de l'écosystème d'un site donné (GTZ, 1981). L'écologie est une science qui traite des relations entre les organismes et leur environnement. L'environnement englobe l'ensemble complexe des conditions physiques, économiques, sociales et culturelles qui affectent la croissance et le développement d'un organisme ou d'un système organique.

Au niveau du CIDAP, les techniques de production agricole sont basées sur l'association des cultures, des pâturages avec la régénérescence naturelle des plantes. L'objectif visé à travers l'agro-écologie au niveau du centre est de maintenir la fertilité continue du sol. La technique éprouvée et promue par le CIDAP est basée sur les aspects suivants

- 1) la rotation des cultures pour favoriser la régénérescence naturelle du sol à travers un système de jachère cyclique;
- 2) la reforestation avec des plantes fertilisantes en laissant des couloirs forestiers autour des plantations. Le reboisement des pentes et des lignes de crêtes dénudées permet également de stabiliser le sol.
- 3) le défrichage du sol et l'utilisation de la masse végétale sous forme de compost en excluant la culture sur brulis pour favoriser la conservation de la biodiversité source de fertilisants pour le sol;
- 4) la protection du sol nu contre le lessivage et l'insolation pendant les cultures en utilisant des paillis d'herbes, de tiges de maïs ou de mil, placés entre les buttes. Les plantes de couverture comme la patate, le haricot, les pois d'angole ou d'autres légumineuses renforcent la fertilité.
- 5) le développement de l'élevage pour l'utilisation du fumier dans le système de compostage et la fertilisation du sol.

Ce sont ces techniques qui sont développées par le CIDAP à travers l'agroforesterie à travers des formations de courte et longue durée. Cependant, pour certains types de sol, le CIDAP enseigne l'agriculture mixte qui nécessite à la fois l'utilisation des techniques agro-écologiques et conventionnelles. Le système promu par le CIDAP s'apparente plus à la permaculture car au-delà des techniques culturales, avec la diversification des cultures, le centre est arrivé à développer un système de production continu tout au long de l'année. Bill Mollison et David Holmgren (1978) définissent la permaculture comme étant une agriculture permanente respectueuse l'environnement mais aussi intégrant les dimensions culturelles et sociales du milieu. L'objectif visé par ce concept était de veiller à l'intégration de normes éthiques à un ensemble de principes amenant les individus à concevoir leur propre environnement, à créer des habitats humains plus autonomes, durables et résilients. C'est ce paradigme qui a toujours soutenu les actions du CIDAP mais qui sont essentiellement ancrées dans la culture *nawda* et n'ont pas fait l'objet de théorisation.

B. La promotion d'une identité motrice

Au-delà des formations offertes dans le domaine agricole, le CIDAP a initié plusieurs programmes destinés à la valorisation de culture *nawda*. Parmi ces programmes, on peut retenir le programme Vacances Utiles qui consiste à un stage d'imprégnation des jeunes 6 à 8 semaines sur un des sites du CIDAP. Au cours de ce stage, les élèves et étudiants de 11 à 20 ans se familiarisent avec les techniques de production agroforestière, apprennent les rudiments de la langue *nawda* et effectuent toutes sortes de travaux communautaires pour développer les concepts de solidarité. Pour le promoteur du CIDAP, « la civilisation de base est le point de départ du développement d'un pays ». Tout part des valeurs endogènes et y revient.

C'est pourquoi la stratégie d'intervention du CIDAP a été longtemps focalisée sur les cantons de Baga, Koka et Tenega qui sont des aires de rayonnement de la culture *nawda* (figure 3). Les techniques culturelles et les modes d'organisation du CIDAP sont fortement inspirés de cette culture. Il s'agit de développer les potentialités endogènes pour un réel développement du milieu.

Ceci n'est pas étonnant, parce qu'avec la crise des années 1980-1990, plusieurs communautés ont senti le besoin de faire un repli identitaire sur soi. Il s'en est suivi pour certaines comme celles de Baga, Tenega et Koka, la reconstruction d'une identité nouvelle qui redéfinit les positions sociales dans de nouvelles formes du vivre-ensemble (Castells, 1999). C'est cette identité qui nous intéresse ici, dans la mesure où il faut l'analyser pour déceler si elle relève d'un ancrage territorial, ou de tenants et aboutissants externes.

Cette interrogation, dans le cas de la présente recherche, met en évidence des projets territoriaux façonnés par des aspects identitaires. Ce sont des sentiments d'appartenance ancrés dans le territoire où s'entrecroisent plusieurs sources dotées de sens et de reconnaissance sociale. Ces aspects développés par Castells (1999), se retrouvent dans le modèle de Baga où on constate un attachement affectif des promoteurs à la collectivité et se base sur le capital social. Le capital social pourrait être défini comme l'ensemble de réseaux, d'interactions et de relations basées sur des normes sociales spécifiques au sein d'une collectivité (Joyal, 2002).

Le modèle impulsé par le CIDAP a permis, sur cette base et eu égard aux réponses des enquêtés, de constater la présence active et intégratrice de réseaux divers autour du projet agro-écologique fédérateur, et l'existence d'un sentiment d'appartenance fort. Ces facteurs ont toujours été garants de la transmission des valeurs héréditaires, source de progrès, et animatrices des réseaux mobilisateurs qui se basent sur la première institution du développement, la famille. La question de l'identité a été une identité motrice, vecteur de développement et de progrès.

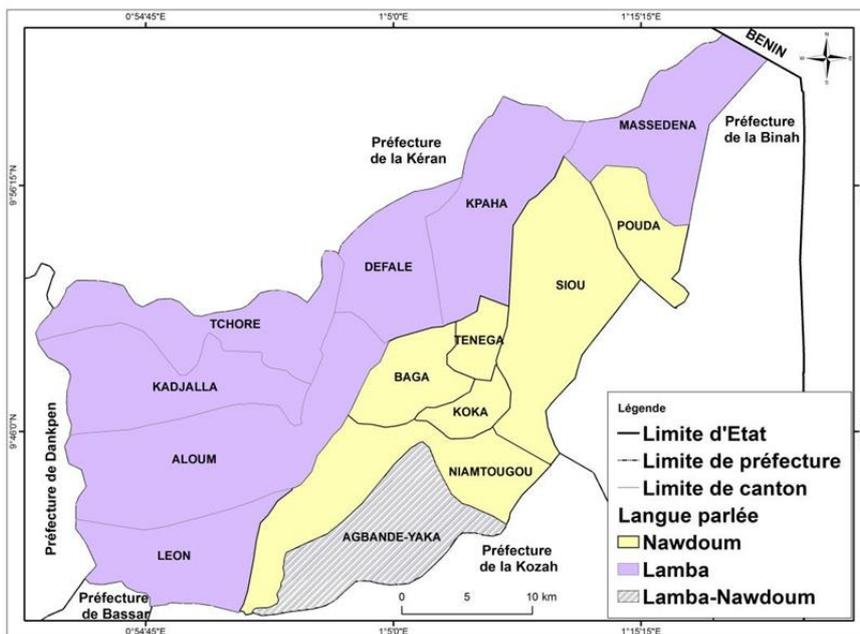


Figure 3 : Les aires culturelles de la préfecture de Doufelgou (Générée à partir des données géoréférencées collectées)

Cette stratégie constitue une innovation pour le développement local, car basé sur un processus itératif entre les savoirs endogènes et les savoir-faire du peuple *Nawda*.

C. La diffusion spatiale des effets induits par l'innovation du centre CIDAP

a. La diffusion des bénéfices dans les secteurs sociaux

Les résultats de ces actions ont été relevés sur le plan sanitaire avec une bonne couverture géographique des centres de santé dans la préfecture de Doufelgou. Les observations réalisées ont permis de noter la disponibilité d'un hôpital spécialisé, d'un dispensaire, de 3 CMS, d'un hôpital de district de 11 USP soit 16 infrastructures sanitaires pour 14 cantons et une population d'environ 80 000 habitants (figure 4). Chaque canton a une structure sanitaire en son sein et Baga abrite un hôpital spécialisé construit vers la fin des années 1980 et reconnu en 1993 par l'OMS. Cette couverture sanitaire, au-dessus de la moyenne préfectorale et régionale, constitue l'un des principaux acquis des interventions du CIDAP si l'on sait que les premières actions des promoteurs dans le canton ont concerné la mise en place de l'hôpital spécialisé.

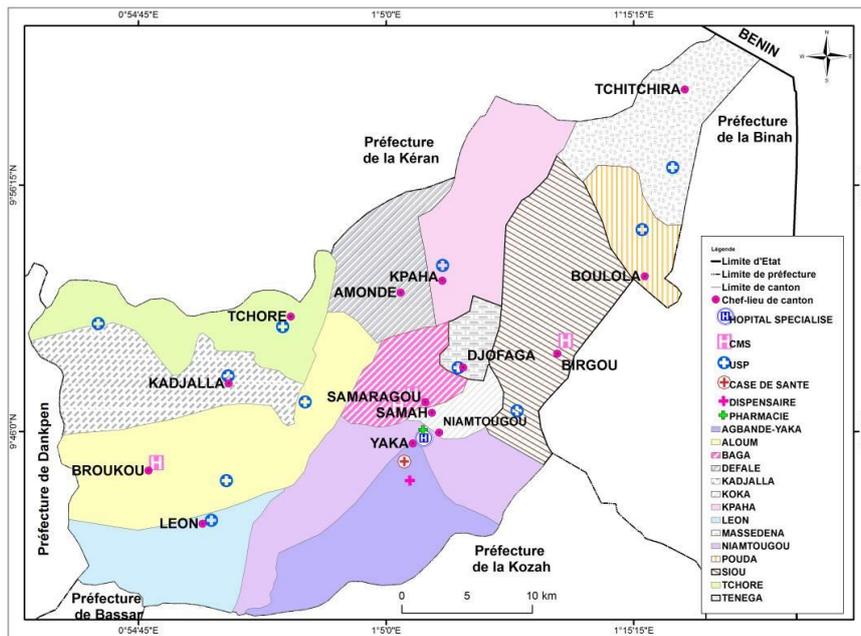


Figure 4 : Carte sanitaire de la préfecture de Doufelgou
 (Générée à partir des données géoréférencées collectées)

Sur le plan des infrastructures éducatives, les observations ont également montré que tous les cantons de la préfecture ont des écoles ou des EDILs. Bien que toute la préfecture soit couverte, on note une forte concentration au niveau des zones de Baga, Tenega et Koka (figure 5).

Le taux de scolarisation au niveau du primaire est de 79% pour la préfecture de Doufelgou et de 74% pour la région de la Kara (RGPH, 2010). Dans les zones d'intervention prioritaire du CIDAP, il est nettement au-dessus des moyennes régionale et préfectorale. Pour Koka, il est de 91,2% et pour Tenega, il est de 88%.

Enfin, en ce qui concerne l'accès à l'eau, les observations géoréférencées (figure 6) montrent que la préfecture de Doufelgou dispose de plusieurs sources d'eau aménagées. Ces sources sont plus concentrées au niveau des cantons de Baga, Niamtougou, Koka et Tenega. Des barrages hydroagricoles sont aménagés pour l'agriculture et les activités connexes.

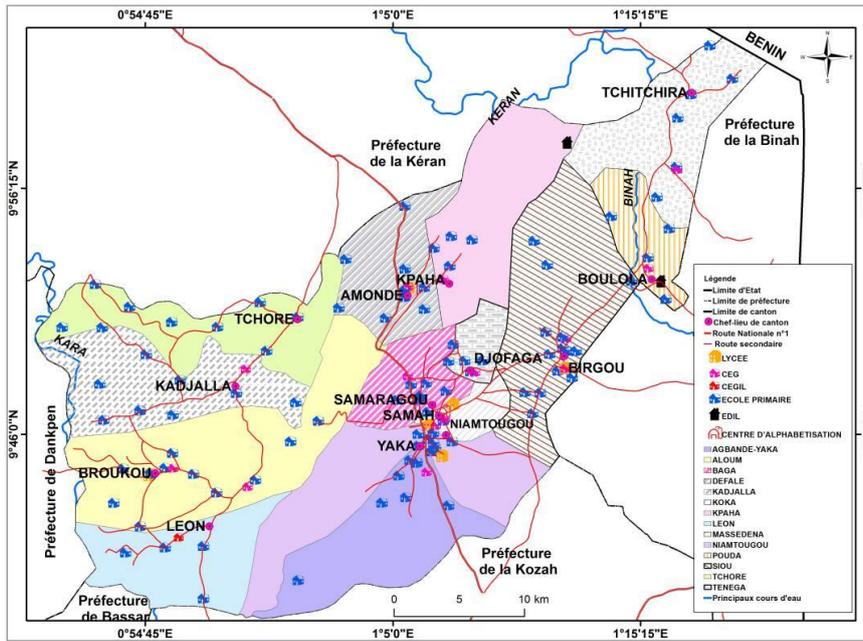


Figure 5 : Les structures éducatives de la préfecture de Doufelgou (Générée à partir des données géoréférencées collectées)

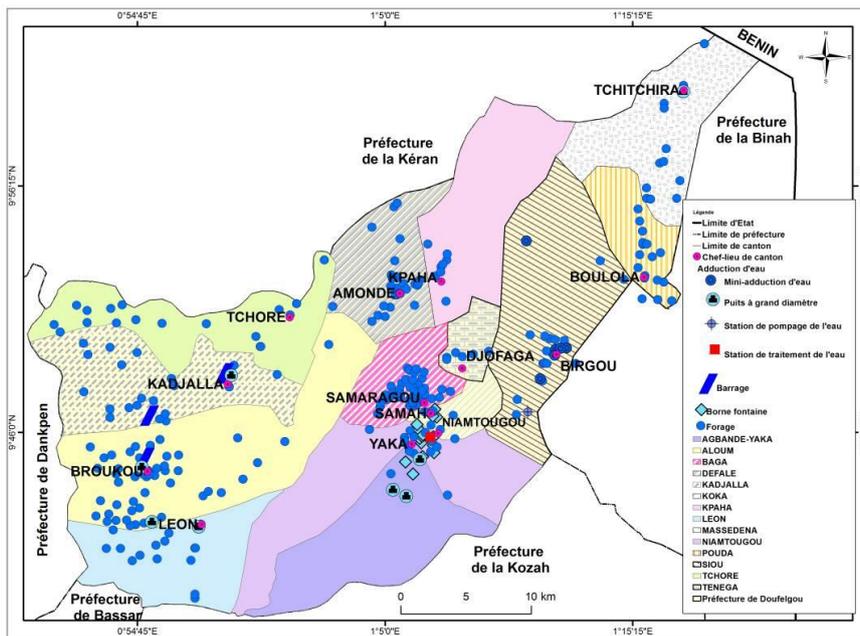


Figure 6 : Les sources d'eau de la préfecture de Doufelgou (Générée à partir des données géoréférencées collectées)

b. L'empowerment des pauvres à travers l'agriculture

L'autonomisation des populations, et surtout des femmes, est une thématique qui est souvent ressortie dans les entretiens des responsables du CIDAP, et même du couple fondateur. Depuis sa création en 1984, le CIDAP a fait de l'autonomisation le centre de son action.

La coopérative BAKOTÉⁱⁱⁱ en fut la matérialisation principale, avec l'*empowerment* des femmes à travers l'agriculture et les activités de transformation agricole et génératrices de revenus. La coopérative BAKOTÉ a été créée la même année que le CIDAP, et selon les propos de la promotrice du CIDAP, il s'est agi dès le départ d'organiser les femmes pour qu'elles puissent se prendre en charge. C'est dans cette optique qu'en dehors de l'agriculture et de la transformation artisanale des produits agricoles, des activités d'épargne et de crédit ont été organisées au sein de la coopérative, et ce bien avant la vulgarisation des méthodes de tontines et de microcrédits. Elle note d'ailleurs que cela a valu à la coopérative BAKOTÉ une reconnaissance internationale durant la Conférence mondiale sur les femmes à Beijing en 1995.

L'une des actions centrales du CIDAP a été de permettre à la population en général, et aux femmes en particulières d'avoir un revenu autonome. Il est ressorti des entrevues tant des responsables actuels du CIDAP, que des fondateurs que l'envie de redonner une seconde vie à des terres au départ abandonnées, et les techniques d'utilisation et d'amélioration des terres sans engrais chimiques ont pour objectif de contribuer à l'autosuffisance alimentaire et financière des populations à travers l'agriculture. Il s'agissait de créer des mécanismes qui permettent une meilleure gestion des ressources matérielles et financières. L'observation menée sur les deux sites du CIDAP, à Baga et à Ténéga illustre un désir permanent de mettre en valeur et d'utiliser de façon ingénieuse des matériaux locaux tant dans la construction des bâtiments d'habitation que dans l'aménagement des sols agricoles et non agricoles. Ce sont des techniques qui sont enseignées dans le centre de formation du CIDAP.

Par ailleurs, l'une des principales motivations des femmes de la coopérative BAKOTÉ à se joindre à la coopérative a trait à l'autonomisation financière. Elles notent qu'avant de rejoindre la coopérative, les techniques agricoles qu'elles utilisaient ne leur permettaient pas d'avoir des récoltes suffisantes pour se nourrir convenablement toute l'année. Durant leur entrevue, elles ont relevé qu'à travers les techniques agricoles apprises et l'aide reçues pour une meilleure gestion de leurs revenus, la coopérative leur a donné la possibilité de dégager des surplus qu'elles ont pu écouler dans le commerce, permettant ainsi d'épargner et de financer l'éducation de leurs enfants.

La valorisation de la culture locale Nawda a été également au centre des activités du CIDAP. L'observation sur les sites du CIDAP illustre l'utilisation des techniques agricoles nées d'un mélange entre des méthodes importées d'Europe ou d'Amérique et des techniques ancestrales africaines. À travers son programme de « Vacances Utiles », le CIDAP permet à la jeune génération de la classe moyenne et supérieure d'origine Nawda de refaire le lien avec leurs origines et de s'imprégner chaque année de la culture et des traditions locales.

Durant le focus groupe qui a été réalisé avec les femmes de la coopérative BAKOTÉ, il est ressorti qu'en dehors du désir d'apprendre de nouvelles techniques agricoles qui leur permettent d'avoir de meilleurs rendements, ces femmes ont joint la coopérative aussi et surtout par ce qu'elles y ressentaient un « esprit communautaire ».

ⁱⁱⁱ Coopérative de femmes appuyée par le CIDAP pour favoriser le leadership féminin

Selon les propos des femmes, la coopérative leur permet de ne pas être isolés, de vivre « comme en famille » et d'avoir un espace d'échange avec les autres femmes. Plusieurs femmes, surtout les plus anciennes ont également insisté sur le fait que la coopérative leur a permis de développer leur capacité à prendre la parole en public, selon leurs propres termes, d'« acquérir une place sociale ». La plus ancienne membre des femmes BAKOTÉ, qui occupe le poste de secrétaire dans le bureau, affirme qu'elle a réussi à dépasser sa peur de parler en public et de participer à des entrevues grâce à ses activités dans la coopérative.

A maintes reprises, l'un des promoteurs a parlé d'un développement fondé sur une économie agraire, car cette économie est déjà ancrée dans les cultures et traditions locales. Cependant, on peut noter que la perception que la société a de l'agriculteur n'est pas toujours positive. Dans son récit de vie, ce promoteur évoque à plusieurs reprises le rejet qu'il a ressenti de la part de la classe moyenne et supérieure, et surtout des « intellectuels » togolais, lorsqu'il a exprimé son choix de s'investir dans l'agriculture, malgré son niveau universitaire. Le second promoteur a ressenti la même incompréhension lorsqu'elle a fait le choix de quitter l'enseignement universitaire pour rejoindre la ferme agricole.

Au cours des entrevues réalisées, il est apparu que le CIDAP a cherché à travers ses activités à changer cette perception négative du métier d'agriculteur. Cela a été l'un des principaux objectifs du programme de « Vacances utiles ».

c. La participation et le leadership communautaire

En termes de participation politique, si l'on relève un niveau de participation politique relativement élevé dans tous les cantons. Globalement, le canton de Baga ne présente pas de particularité. Pour l'élection du chef par exemple, la majorité des personnes interrogées durant l'enquête (57 %) dit avoir participé au cours des 5 dernières années à une élection de chef traditionnel. Si à Baga, l'enquête illustre une majorité importante (63 %), elle est néanmoins inférieure à la proportion relevée à Kadjala (82.6 %) et Tchore (66.7 %).

Pour les élections législatives, en ce qui a trait aux élections législatives, 90 % des répondants déclarent y avoir déjà participé, la plupart en votant. Ce taux est similaire à Baga. En ce qui concerne l'élection présidentielle, la proportion des répondants ayant déjà voté aux élections présidentielles est de (94,7 %) et (93,4 %) spécifiquement à Baga.

Par ailleurs, plus de 70 % des personnes interrogées dans tous les cantons disent participer chaque année à au moins 3 rencontres qui touchent au développement de leur localité. Cette proportion reste similaire à celle de Baga (71.5 %). Il s'agit le plus souvent d'action d'entretien de places publiques ou d'aménagement de routes. Plus de 76 % des répondants disent participer au moins 3 fois par an à des événements traditionnels et culturels du canton. À Baga, la proportion est de 79 %. Pour le cas de l'implication des répondants dans un groupe formel, on note que la majorité (54,6 %) ne fait pas partie d'un groupe organisé. Spécifiquement à Baga, cette proportion est de 58 %, avec 54,5 % des hommes et plus de femmes encore (62 %) dans cette catégorie.

La majorité des personnes interrogées (54,6 %) ont déclaré ne pas vouloir habiter ailleurs que dans leur localité actuelle. À Baga, la proportion est encore plus élevée (61,8 %). Parmi les sources d'information des personnes interrogées, le « bouche à oreilles » constitue la principale source d'information chez la majorité des répondants (60,9 %). La radio locale et le gong traditionnel sont les autres sources à relever.

Il est intéressant de noter que tant à Baga que dans les autres cantons, la proportion de la participation a tendance à s'accroître avec le niveau de l'élection. 57 % des personnes interrogées ont participé à des élections locales (chefferie), comparé à 92 % pour les élections législatives et 96 % pour des élections présidentielles.

Malgré le fort intérêt que les répondants ont pour leurs cultures et traditions locales, l'analyse révèle cependant que les personnes interrogées sont moins intéressées à participer aux décisions et à la gestion locale qu'à celle nationale. Soit les élections nationales (législatives et présidentielles) suscitent l'engouement de par la communication faite autour, soit du fait des limites dans la décentralisation, et donc du peu de pouvoir conféré aux collectivités locales, les populations ont tendance à s'intéresser beaucoup moins aux élections locales. Afin d'analyser l'impact potentiel du CIDAP sur la participation locale, une analyse a été faite en prenant comme variable de comparaison le fait que le répondant connaisse ou non le CIDAP. Parmi toutes les personnes interrogées, 65 % ont eu un contact direct avec le CIDAP, soit à travers des visites (29 %) ou en participant à des activités organisées par le centre (36 %).

Comme l'on pouvait s'y attendre, cette proportion est plus élevée dans le canton de Baga où 72 % ont eu un contact direct avec le CIDAP, dont 62 % ayant déjà participé à des activités. Par exemple, à Baga, la majorité (59 %) des répondants qui ont déclaré connaître le CIDAP ont déjà participé à des CVD, alors que seul 25 % de ceux qui ont dit ne pas connaître le CIDAP ont participé à des CVD. Cette tendance s'observe également dans les autres cantons, car sur l'ensemble de la population enquêtée, 56,7 % de ceux qui disent connaître le CIDAP ont participé à des CVD, comparé à 41 % de ceux qui ne connaissent pas le CIDAP.

Ceci permet de conclure que ceux qui ont déclaré connaître le CIDAP ont plus de chance de participer à la vie sociopolitique dans leur communauté. Le niveau d'implication est aussi plus élevé pour ceux qui ont connu le CIDAP. Cette incidence du CIDAP est encore plus forte à Baga où l'on observe une plus grande différence de comportement participatif entre ceux qui connaissent le CIDAP et les autres.

Ce résultat confirme les propos d'un des responsables du CIDAP qui déclarait durant son entrevue que les personnes qui sont passées par le CIDAP avaient plus de chance de participer et d'obtenir des postes de responsabilité dans leur communauté. Il explique cela par le fait que les compétences acquises au CIDAP leur donnaient un avantage par rapport aux autres, et aussi le fait que la communauté a tendance à plus faire confiance à des individus qui ont fait leur preuve au CIDAP.

d. La promotion du genre

L'analyse de la profession des répondants révèle en premier lieu que très peu de femmes se déclarent sans professions, ou ménagère (8,8 %). Près de 80 % des femmes sont soit dans l'agriculture (37 %), le commerce (28 %), ou l'artisanat (13,6 %). Parmi les répondantes de Baga qui se sont déclarées agricultrices, 92,5 % (93 % de toutes les répondantes) ont déclaré posséder des parcelles de production agricole, obtenue pour la plupart (plus de 80 %) par héritage. Cela semble contredire les propos recueillis durant le focus groupe avec les femmes de la coopérative BAKOTÉ. Ces dernières ont parlé de la difficulté d'accès aux terres par les femmes, ce qui les pousse à louer ou emprunter des terres pour cultiver. C'est une difficulté qui a été minimisée par le directeur préfectoral de l'agriculture et par le préfet de Doufelgou durant leur entrevue. L'inexistence de données complètes sur le foncier rend difficile toute conclusion sur le sujet.

Si l'on se focalise sur les femmes qui ont fait leur formation dans le domaine agricole, plus de 30 % à Baga (35 % dans toutes les localités enquêtées) ont déclaré exercer au moment de l'enquête des métiers dans d'autres secteurs d'activités que l'agriculture. Dans cette même catégorie chez les hommes, l'on a 46,5 % qui exercent d'autres métiers. Spécifiquement aux femmes de Baga qui ont leur formation au CIDAP, cette proportion est de 27 %. Dans ce cas, le CIDAP n'apparaît pas être un facteur déterminant.

Parmi ces femmes qui ont reçu une formation en agriculture, l'analyse montre que la totalité de celles qui ont répondu à la question ont déclaré posséder des terrains de production agricole. Aussi, plus de 80 % dans chaque localité enquêtée ont déclaré contrôler elles-mêmes la gestion de leur parcelle. Durant leur entrevue, les responsables du CIDAP ont néanmoins reconnu la difficulté que rencontrent les femmes formées au centre à devenir des entrepreneures agricoles. La raison principale évoquée a trait à l'entrée en union de ces femmes. Selon leurs propos, une fois que les femmes formées se marient et la plupart n'arrivent pas à concilier entrepreneuriat agricole et vie familiale. En plus, elles n'ont pas souvent un soutien du conjoint, surtout si ce dernier exerce dans une profession non agricole.

On note également une disparité entre les hommes et les femmes en ce qui a trait au niveau scolaire. En effet, plus de 58 % des femmes interrogées n'ont pas atteint le niveau du secondaire, alors que pour les hommes cette proportion est de 32 %. Seulement 3,7 % des femmes interrogées ont le niveau universitaire, comparé à 13 % chez les hommes. On retrouve des résultats similaires lorsque l'analyse se focalise sur le canton de Baga. Plus de 61 % des femmes interrogées à Baga n'ont pas atteint le secondaire, comparé à 28 % des hommes. Pour ce qui est du niveau universitaire, moins de 2 % de femmes de Baga l'ont atteint, comparés à 14 % des hommes. Baga ne présente donc pas de particularité en ce qui a trait à l'accès à l'éducation des femmes. La majorité (63,8 %) des personnes interrogées pense que la place faite aux femmes dans les organes de décision est suffisante. Spécifiquement à Baga, la proportion est relativement similaire (61 %), avec (65 %) chez les hommes et (56,7 %) chez les femmes.

Néanmoins, malgré cette satisfaction, en termes d'accès aux postes de responsabilité dans les groupes et associations, on observe une grande disparité de genre.

À Baga, alors que 41 % des hommes qui se sont impliqués dans des groupes y ont occupé des postes de responsabilité, seulement 18 % des femmes se retrouvent dans cette catégorie.

L'étude du cas du CIDAP de Baga a montré que la prise en compte des valeurs et techniques ancestrales ancrées dans les populations, a permis de poser les bases structurelles d'un développement durable. Cette initiative de développement local, bien que non arrimée aux politiques publiques, a, sous le leadership des promoteurs, contribué à améliorer les indicateurs sociaux dans un milieu où la pauvreté et l'exode rural faisaient fuir les bras valides.

Les principaux facteurs de son succès sont

- L'instauration de la permaculture qui permet d'assurer la sécurité alimentaire et faire reculer les indicateurs de pauvreté aux populations qui l'ont adopté;
- La promotion de l'agriculture écologique et la maîtrise de l'eau par des techniques peu coûteuses qui a entraîné la conservation de la biodiversité et l'accroissement de la résilience aux changements climatiques;
- La maîtrise de la chaîne de valeurs agricole et l'amélioration des revenus des agriculteurs;
- Le développement des systèmes de tontine traditionnels sur la base de la solidarité Nawda a permis de limiter les risques de non remboursement et réduit presque à zéro les taux des services financiers pour les femmes de la coopérative BAKOTÉ;
- La promotion du genre a permis de favoriser le leadership féminin même si beaucoup reste à faire;
- L'ancrage des interventions dans la culture Nawda qui permis d'améliorer la gouvernance au niveau local et l'aménagement peu coûteux du canton à partir des travaux à haute intensité de main d'œuvre.

Malgré ces éléments de succès et après plus de trois décennies d'intervention communautaire, le centre CIDAP, moteur de cette dynamique doit faire face aux enjeux modernes liés à l'intégration des nouvelles technologies et au désintérêt des métiers agricoles par les jeunes. L'arrimage de ses savoirs aux politiques publiques pourrait entraîner une autre dynamique pour le monde rural et améliorer l'efficacité des interventions de l'État.

5. Conclusion

Le développement local ou régional a toujours été inscrit dans les différents plans de développement du Togo. Cette préoccupation a toujours été orientée vers la correction des déséquilibres régionaux pour un développement national harmonieux mais aussi de rapprocher l'administration de l'administré. Le cadre institutionnel et légal lui est globalement favorable malgré quelques défis à relever. Par ailleurs, l'objectif visé par ces textes et documents stratégiques est aussi de contribuer à la réduction de la pauvreté tout en veillant à accroître la participation et la responsabilisation des populations recherchées dans la gestion des affaires publiques. La légitimité de leurs représentants au niveau local

devrait contribuer à une meilleure efficacité de toute politique ou stratégie publique. Face au déficit de compétences au niveau local et à la désorganisation des communautés, l'État togolais a adopté en 2008 l'approche de développement à la base pour mieux préparer les communautés à contribuer efficacement à la réussite de la gestion des affaires publiques.

Il faut également noter que les expériences passées en matière de structuration de l'économie locale inspirées par le modèle de la base exportatrice de Douglass (1955) puis de Perroux (1955, 1982) ont connu des échecs et entraîné la paupérisation de la population. Pour inverser la dynamique, l'État mise aujourd'hui sur la stratégie des agropoles, résultante de l'approche des clusters de Porter (1993) qui, est basée sur la concentration géographique de plusieurs catégories d'acteurs pour plus de productivité à travers l'innovation et la valorisation de leurs avantages comparatifs.

Or, une analyse des dynamiques locales en matière d'organisation communautaire et de structuration territoriale a montré que certaines initiatives ont connu des succès relatifs. L'étude du cas du canton de Baga, impulsé par le CIDAP, a montré que la prise en compte des valeurs et techniques ancestrales ancrées dans les populations, a permis de poser les bases structurelles d'un développement durable. Cette initiative de développement territorial, bien que non arrimée aux politiques publiques, a, sous le leadership des promoteurs, contribué à améliorer les indicateurs sociaux dans un milieu où la pauvreté et l'exode rural faisaient fuir les bras valides. Les principaux facteurs de son succès sont

- l'instauration de la permaculture qui permet d'assurer la sécurité alimentaire et faire reculer les indicateurs de pauvreté aux populations qui l'ont adopté;
- la promotion de l'agriculture écologique et la maîtrise de l'eau par des techniques peu coûteuses qui a entraîné la conservation de la biodiversité et l'accroissement de la résilience aux changements climatiques;
- la maîtrise de la chaîne de valeurs agricole et l'amélioration des revenus des agriculteurs;
- le développement des systèmes de tontine traditionnels sur la base de la solidarité Nawda a permis de limiter les risques de non remboursement et réduit presque à zéro les taux des services financiers;
- l'ancrage des interventions dans la culture Nawda qui permis d'améliorer la gouvernance au niveau local et l'aménagement peu coûteux du canton à partir des travaux à haute intensité de main d'œuvre.

Malgré ces éléments de succès et après plus de trois décennies d'intervention communautaire, le centre CIDAP, moteur de cette dynamique doit faire face aux enjeux modernes liés à l'intégration des nouvelles technologies et au désintérêt des métiers agricoles par les jeunes. L'arrimage de ses savoirs aux politiques publiques pourrait entraîner une autre dynamique pour le monde rural et améliorer l'efficacité des interventions de l'État.

Au final, la revue de la littérature scientifique et les efforts de conceptualisation montrent que l'approche de développement promue au niveau du CIDAP est une

approche de développement à la base. Elle est une initiative communautaire basée sur la volonté et le savoir-faire des acteurs locaux du pays Nawda qui a permis son rayonnement dans la préfecture de Doufelgou. Cette initiative a permis d'asseoir les prémisses du développement local durable en permettant aux populations des zones d'intervention de

- comprendre les enjeux de la gouvernance en ressortant les questions de participation, responsabilisation et légitimité;
- diversifier au niveau de l'économie locale leurs systèmes de productions et leurs modes de gestion;
- contribuer à la durabilité environnementale en faisant la promotion de la régénérescence naturelle des forêts communautaires et la préservation de la biodiversité de ces écosystèmes;
- valoriser l'identité Nawda à des fins de développement local sous forme d'identité-projet selon les propos de Castells (1999) et permettant l'ancrage des initiatives.

Cette approche pourrait contribuer à l'efficacité des politiques publiques telles que l'approche orientée sur la stratégie des agropoles promue actuellement par l'État. Il nécessite cependant un meilleur arrimage aux politiques publiques pour une meilleure lisibilité. Les critères de transférabilité à prendre en compte pourraient se baser sur :

- les déterminants sociaux des milieux d'intervention surtout les aspects identitaires;
- les savoirs endogènes en matière de production et conservation de la biodiversité;
- l'intégration dans les plans de développement communal;
- l'arrimage à la recherche universitaire pour une meilleure capitalisation.

Conflicts of Interest

I, Kpati Komlan Aguey, declare that there is no conflicts of interest regarding of this paper.

About the Author

Kpati Komlan AGUEY, Ph.D, is an assistant professor in regional development. He is the department head of the master's program in development planning at the University of Kara. He is also member of Regional Science Association International.

Références bibliographiques

Banque Africaine de Développement (2016). Note conceptuelle atelier sur Nourrir et Industrialiser l'Afrique la Promotion des Agropoles et des Zones de Transformation des Produits Agricoles en Afrique. Disponible sur https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Generic_Documents/Agropoles_Concept_Note_Final_FR.pdf. Consulté le 12 avril 2018.

- Baris, P. (1981). Prix, marchés et circuit commerciaux africains. Paris Amira.
- Benicourt, E. (2001). La pauvreté selon le PNUD et la Banque mondiale. Etudes Rurales.
- Beyer, J. L. 1980. Africa. In G. A. Klee (éd.), *World Systems of Traditional Resource Management*, London, Arnold, pp.5-37.
- Biaou, F. (1987). Etude des marchés ruraux de Klemé, d'Azovè et de Dogbo. Thèse d'Ingénieur, FSA / UNB.
- Bibi, S. (2003). Comparing multidimensional poverty between Egypt and Tunisia. JEL.
- Carlier, H. & Carlier, A. (1985). People's knowledge is people's power. ILEIA Newsletter 48-10
- Foster, J. E. (1984). A Class of Decomposable Poverty measures. *Econometrica*.
- GTZ (1981). *Landwirtschaftliche Beratung. Handbuchreihe Ländliche Entwicklung*. Eschborn GTZ.
- Hatch, J. (1976). The corn farmers of Motupe a study of traditional farming practises in northern coastal Peru. Land Tenure Center Monograph 1. Madison university of Wisconsin.
- Heuveldop, J. & Lagemann, J. (1981). *Agroforestry proceedings of a seminar held in CATIE, Turrialba, Costa Rica, 23 February-3 March 1981*. Fondation Allemande pour le Développement Internationale (DSE), Feldafing.
- Houedjoklounon, A. (2001). Analyse de la commercialisation de l'igname et des cossettes dans les marchés de Parakou et de Cotonou. Thèse d'Ingénieur Agronome, FSA/UAC.
- Kotschi, J., Waters-Bayer A., Adelhelm R. Hoesle U. (1990). *Tropical agroecology; 2*
- Koumantiga, A. (2012). Les potentialités écotouristiques dans la préfecture de Doufelgou (Togo, Afrique de l'Ouest). *Revue caribéennes*.
- Morris, M. D. (1979). *Measuring the condition of the world's Poor the physical quality of life index*. New York Pergamon.
- Müller-Sämann, K. M. (1986). *bodenfruchtbarkeit und standortgerechte Landwirtschaft Mabnahmen und Methoden im Tropischen Pflanzenbau. Schriften-reihe der GTZ, N°195*. Eschborn GTZ.
- PNUD (2006). *Rapport sur le développement humain*. Algérie.
- Proulx, M. (2019). *Splendeurs, misères et ressorts des régions : vers un nouveau cycle de développement régional*, Presses de l'Université du Québec, 243p.
- Raphaëlle, B. (2011). Comment définir la pauvreté Ravallion, Sen ou Rawls ? (éd. L'Economie politique, Vol. n° 049).
- Ravallion, M. (1996). *Comparaison de la pauvreté concepts et méthodes*. Document travail n°122.
- Rawls, J. (1971). *A theory of justice*. Cambridge Mass. Harvard University.
- République Togolaise (2018). *Plan National de Développement (PND) 2018-2022*. Version Provisoire. 180 pages.
- Richards, P. (1985). *Indigenous agricultural revolution ecology and food production in West Africa*. London Hutchinson

- Shearmur Richard, Chenard Philippe, Doloreux David (2007). La création et le développement de clusters maritimes au Canada et en Europe; dans Revue d'Économie Régionale et Urbaine, pages 365 à 390 pages. Éditions Armand Colin. Octobre 2007. Disponible en ligne <https://www.cairn.info/revue-d-economie-regionale-et-urbaine-2007-3-page-365.htm>. Consulté le 10 mai 2018.
- Stoll, G. (1986). Protection naturelle des végétaux basée sur les ressources paysannes locales en zones tropicales et subtropicales. Weikersheim Margraf.
- Thiamyou, I. (1985). Etude des circuits de commercialisation des principaux produits vivriers dans la province de l'Ouémé. Thèse d'Ingénieur Agronome, FSA/UNB.
- Zehrer, W. (1985). Lassen sich traditionelle Verfahren des Pflanzenbaues für den integrierten Pflanzenschutz nutzen? In Kranz, J. (éd.), Integrierter Pflanzenschutz in den Tropen. Giessener Beiträge zur Entwicklungsforschung, Reihe I, Band 12. Hamburg Weltarchiv, pp. 125-141.

Creative Commons licensing terms

Author(s) will retain the copyright of their published articles agreeing that a Creative Commons Attribution 4.0 International License (CC BY 4.0) terms will be applied to their work. Under the terms of this license, no permission is required from the author(s) or publisher for members of the community to copy, distribute, transmit or adapt the article content, providing a proper, prominent and unambiguous attribution to the authors in a manner that makes clear that the materials are being reused under permission of a Creative Commons License. Views, opinions and conclusions expressed in this research article are views, opinions and conclusions of the author(s). Open Access Publishing Group and European Journal of Social Sciences Studies shall not be responsible or answerable for any loss, damage or liability caused in relation to/arising out of conflicts of interest, copyright violations and inappropriate or inaccurate use of any kind content related or integrated into the research work. All the published works are meeting the Open Access Publishing requirements and can be freely accessed, shared, modified, distributed and used in educational, commercial and non-commercial purposes under a [Creative Commons Attribution 4.0 International License \(CC BY 4.0\)](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)